EXPLOITATION DU GISEMENT DE FER DE GARA DJEBILET

Des discussions en cours avec un opérateur étranger

Des discussions sont en cours avec un partenaire étranger pour l'exploitation du gisement de fer de Gara Djebilet (Tindouf). De nouveaux projets de fabrication automobile sont à l'étude.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le ministre de l'Industrie et des Mines a indiqué hier lors du Forum de la Radio nationale dont il était l'invité avec le ministre de l'Agriculture et du Développement rural.

Sans dévoiler l'identité de ce partenaire même s'il laisse entendre qu'il compte parmi les principaux opérateurs de la sidérurgie, Abdesselam Bouchouareb a néanmoins rappelé que le gouvernement place le développement de gisement minier de Gara Djebilet parmi ses «priorités». Et ce, dans la mesure où il contribue à la création de postes d'emplois et à la satisfaction des besoins d'approvisionnement des projets sidérurgiques en cours.

Faisant état de besoins en fer et acier qui devraient avoisiner les 20 millions de tonnes de produits destinés à l'industrie sidérurgique et aux secteurs d'ici les cinq prochaines années, le ministre de l'Industrie indique qu'un projet sidérurgique a démarré à Bellara (Jijel) pour une capacité de 4 millions de tonnes et qu'une aciérie a été lancée à Bethioua (Oran) par la compagnie turque Tosyali, pour un volume de 3 millions de tonnes.

Rappelons qu'une société nationale du fer et de l'acier Ferral SPA avait été créée pour le développement du gisement de Gara Djebilet, pour un coût d'investissement de 15 milliards de dollars.

Par ailleurs, Abdesselam Bouchouareb a rappelé le partenariat engagé avec une compagnie qatarie pour le développement du phosphate (production d'engrais phosphatés et azotés).

Le ministre de l'Industrie et des Mines est revenu sur la stratégie impulsée en matière de relance et reconfiguration industrielles, promotion de l'entreprise (publique mais aussi la petite et moyenne), renforcement du foncier économique, valorisation des niches industrielles algériennes, amélioration de l'attractivité de l'Algérie aux investissements...

Photo : Newpress

Le gisement de Gara Djebilet, une priorité pour Bouchouareb.

Une stratégie, des mécanismes juridiques et techniques et des actions concrètes sur lesquels devrait revenir la première conférence nationale économique et sociale, prévue les 4, 5 et 6 novembre 2014. Ce faisant, des mécanismes à même de permettre la concrétisation des objectifs du programme quinquennal 2015-2019 (un taux de croissance de 7%, une meilleure insertion de l'économie nationale dans la mondialisation...).

L'opportunité pour Abdesselam Bouchouareb de mettre en exergue les mesures incitatives inédites prévues par le projet de loi de finances pour 2015 au profit des investisseurs industriels (exonérations fiscales sur 5 ans, 5 points de bonification des taux d'intérêt, consolidation de la sous-traitance....). A ce propos, le ministre de l'Industrie a indiqué que des projets de sous-traitance sont envisagés à l'horizon 2015.

En outre, 21 entreprises algériennes dont des sociétés publiques ont été retenues pour la sous-traitance et la fourniture d'équipements et composants automobiles dans le cadre du projet d'usine Renault. A ce propos, Abdesselam Bouchouareb indiquera que la première voiture automobile de modèle Symbol qui devrait être commercialisée à «un prix inférieur» à celui de l'importée, sortira de l'usine Tlelat (Oran) le 10 novembre prochain.

Estimant que le projet Renault avance de manière satisfaisante, le ministre de l'Industrie évoquera l'intérêt croissant d'autres constructeurs pour la fabrication automobile. Ainsi, des constructeurs de deux pays ont entamé des contacts en ce sens avec le ministère de l'Industrie et des Mines, indiquera Abdesselam Bouchouareb, rétif cependant à en dévoiler l'identité.

C. B.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR MINIER

La gestion de l'ancienne tutelle était-elle inopérante ?

La gestion de l'ancienne tutelle ministérielle du secteur des mines était-elle inopérante, judicieuse ? Le questionnement est de mise, à s'en référer aux propos du ministre de l'Industrie et des Mines, invité hier du Forum de la Radio nationale.

Evoquant le développement et l'état d'avancement de plusieurs projets miniers à court et moyen terme, Abdesselam Bouchouareb a laissé entendre que le management du secteur qui relevait du ministère de l'Energie et des Mines n'a pu ou su insuffler une réelle dynamique.

Mettant en avant l'opportunité pour le secteur minier de doubler d'ici deux ans son chiffre d'affaires pour le porter de 20 à 40 milliards de dinars, quoique un chiffre «en deçà des potentialités», le ministre de l'Industrie considère tacitement que l'ancienne tutelle a manqué d'ambition concernant les potentialités du secteur mais aussi de réactivité par rapport à la situation de plusieurs entreprises publiques, telle l'Enamarbre.

Une entreprise qui, assure Bouchouareb, «repose sur des potentialités énormes mais agit avec une vision étroite». Pourquoi ? s'interroge-t-il. L'explication réside, selon l'invité de la Radio, dans le fait que l'Enamarbre «n'était pas préparée à ce que le niveau de demande de l'Algérie augmente avec l'élargissement de la classe moyenne».

D'où la nécessité de développer le partenariat avec l'étranger, un projet en ce sens étant en cours de concrétisation pour accroître les capacités de production et satisfaire la demande, indiquera Abdesselam Bouchouareb, qui relève le choix d'Oran et de Béjaïa pour l'implantation de tels projets. Autre critique, l'incapacité de l'Algérie à produire suffisamment de phosphate, son niveau ne dépassant pas les 1,5 million de tonnes par an tandis que la Tunisie produit 8 millions de tonnes. Voire, le secteur des mines n'a pu avancer de manière optimale en termes de relance et de partenariat, déplore tacitement Abdesselam Bouchouareb, qui assure que la dynamique devrait être inversée.

Au-delà de l'annonce de la réouverture de toutes les mines fermées à l'échelle du pays avant la fin de l'année, le ministre de l'Industrie affirme que l'ensemble du secteur et du groupe public Manal sont «mobilisés et ont démarré dans des programmes de relance et de partenariats tous azimuts».

C. B.

PRIX ÉLEVÉ DE LA POMME DE TERRE

Nouri se justifie

Le prix de revient «réel» de la pomme de terre est de 65 dinars le kilogramme. C'est ce que le ministre de l'Agriculture et du Développement rural (MADR), Abdelwahab Nouri, a indiqué hier lors du Forum de la Radio nationale.

Considérant que «les coûts de production ne sont pas négligeables et que l'agriculteur assume une lourde charge», le ministre de l'Agriculture précise que le prix de revient-producteur ne pourrait être inférieur à 35 dinars le kg et le reste concerne les intermédiaires.

Ce faisant, Abdelwahab Nouri a semblé justifier le prix élevé de la pomme de terre, supérieur à celui pratiqué ailleurs mais onéreux pour le simple citoyen. Notons que la pomme de terre est écoulée sur le marché en moyenne au prix de 70 dinars le kg, même si des prix plus bas sont affichés parfois pour une qualité moindre.

Argument du ministre de l'Agriculture qui précise que son département est voué à garantir l'offre agricole uniquement et non l'organisation du marché, l'absence de production excédentaire de pomme de terre en 2014.

Si le secteur avait engrangé en 2013 une hausse de la production à 50 millions de quintaux dont une bonne partie n'a pu être écoulée, l'Etat ayant dû intervenir pour soutenir les agriculteurs pénalisés et contraints de vendre à 10 dinars, la situation diffère cependant en 2014.

Cela étant, Abdelwahab Nouri a considéré que des résultats positifs ont été atteints dans le cadre de la mise en œuvre du programme quinquennal 2010-2014 et pour lequel une enveloppe de 200 milliards de dinars a été consacrée annuellement.

Ainsi, soixante-dix pour cent des besoins agricoles sont produits localement, assurera le ministre de tutelle qui argue d'un taux de croissance sectorielle de 13,8% par an, d'une production agricole dont la valeur ajoutée représente 2 550 milliards de dinars...

Comme il évoquera des perspectives prometteuses à l'horizon 2019, dans la mesure où l'enveloppe consacrée au secteur a été relevée à 300 milliards de dinars par an. Mais aussi dans la mesure où la surface des périmètres d'irrigation a été portée de 1 à 2 millions d'hectares, les capacités de transformation et de stockage de divers produits agricoles ou d'élevage sont en bonne voie de renforcement. Ce qui contribuera certainement à développer l'industrie agroalimentaire de manière optimale, à charge de bien valoriser les excédents agricoles, de définir les spéculations et filières opportunes...

D'autre part, le ministre de l'Agriculture a indiqué que 219 000 actes de concession ont été délivrés pour l'exploitation des terres agricoles, en attendant l'octroi de crédits bancaires aux exploitants.

C. B.

Le gouvernement se penche sur l'eau

Une réunion du Conseil du gouvernement est prévue demain mercredi. Au menu de ce conclave gouvernemental, l'examen de plusieurs projets de décrets exécutifs relatifs aux secteurs des finances et des ressources en eau.

Ainsi, un projet de décret exécutif portant approbation du plan national de l'eau sera présenté par le ministre des Resssources en eau, ainsi qu'un projet de décret exécutif portant déclaration d'utilité publique concernant la réalisation du barrage de Sidi-Khelifa, dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Ainsi, le gouvernement affiche un intérêt pour la question de l'eau, la gestion des infrastructures et des contraintes hydrauliques et hydriques. Ce que le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelwahab Nouri, a confirmé hier lors du Forum de la Radio. En effet, il dira qu'un Conseil interministériel est prévu la semaine prochaine sur le «problème» de l'eau.

C. B.

FABRICATION DE TURBINES

La réalisation du complexe General Electric Algeria lancée hier

La réalisation du complexe industriel General Electric Algeria Turbines est lancée concrètement. En présence du P-dg de GE, Jeffrey Immelt, et du P-dg de Sonelgaz, Noureddine Boutarfa, la pose de la première pierre de ce complexe a eu lieu à Aïn Yagout (Batna).

Ce complexe produira à partir de 2017 entre six et dix turbines à gaz par an, soit une capacité de 2 000 mW/an et générera la création de plus de 1 000 emplois dont 400 emplois qualifiés directs et plus de 600 emplois indirects dans la chaîne d'approvisionnement locale.

Un méga-complexe qui s'inscrit dans le cadre du développement de la fabrication et intégration industrielle locales, le transfert de savoi-faire, la création d'emplois et le renforcement du partenariat public-privé. Voire, il contribuera au renforcement de la coopération entre Sonelgaz et la firme américaine dont le P-dg, Jeffrey Immelt, sera l'hôte aujourd'hui du ministère de l'Industrie et des Mines à l'occasion du lancement du Salon Industries au Palais des expositions (Pins Maritimes à Alger).

Notons également que GE lance un concours IDEA (industrie et développement de l'entrepreneuriat en Algérie), avec la finalité de développer les compétences des Algériens dans les métiers industriels et accroître l'innovation locale, notamment dans la chaîne d'approvisionnement du secteur de l'énergie en Algérie.

C. B.